



Boulevard Ferdinand de Lesseps
76000 Rouen

FONDATION LES NIDS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

FORVIS MAZARS

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

SAS au capital de : 336 000 euros - RCS : Rouen 318 610 623 - SIRET : 318 610 623 00114 - APE : 6920Z

Siege social : 20 Bd Ferdinand de Lesseps 76135 Rouen - N° de TVA intracom : FR 89 318 610 623



Fondation Les Nids

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 15 mars 2019

27 rue du maréchal Juin - 76130 Mont Saint-Aignan

SIREN : 775 701 618

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration de la Fondation Les Nids,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale de l'association Les nids transformée en fondation Les Nids, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Les Nids, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes annuels au regard des spécificités du plan comptable applicable aux entités du secteur sanitaire et social.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans les comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il était prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau de la Fondation Les Nids.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

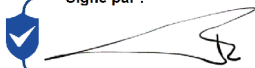
Fait à Paris-La Défense et à Rouen, le 15 mai 2025

Le Commissaire aux comptes

FORVIS MAZARS

DocuSigned by:
Jérôme Eustache
3DCD59F6CF01441...

Jérôme EUSTACHE

Signé par :

7440FA0FFAA4B6...

Anne-Valérie PLUSQUELLEC

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	335 907	219 372	116 535	48 239	68 296	141.58
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	448 954		448 954	448 954		
	Constructions	35 363 587	20 032 884	15 330 703	15 285 156	45 547	0.30
	Installations techniques Matériel et outillage	5 942 850	4 289 337	1 653 513	1 400 978	252 535	18.03
	Immobilisations corporelles en cours	5 692 885		5 692 885	2 806 611	2 886 274	102.84
	Avances et acomptes	38 420		38 420	6 229	32 191	516.79
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	1 415 435		1 415 435	315 597	1 099 838	348.49
	Prêts	6 190		6 190	6 190		
	Autres	64 226		64 226	77 651	13 425	17.29
	Total I	49 308 454	24 541 593	24 766 861	20 395 605	4 371 257	21.43
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	720 537	2 205	722 742	392 141	330 601	84.31
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	1 387 053	1 296	1 385 757	546 002	839 755	153.80
	Valeurs mobilières de placement	1 382 776		1 382 776	1 281 887	100 889	7.87
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	8 880 863		8 880 863	9 475 486	594 623	6.28
	Charges constatées d'avance (2)	113 112		113 112	123 871	10 758	8.69
	Total II	12 484 340	909	12 485 249	11 819 386	665 863	5.63
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	61 792 794	24 540 684	37 252 110	32 214 991	5 037 119	15.64

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2024	12 31/12/2023	12 Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires	57 736	57 736		
	Fonds propres complémentaires	1 992 635	2 169 745	177 110	8.16
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	36 407	36 407		
	Réserves pour projet de l'entité	10 012 471	10 095 677	83 207	0.82
	<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales</i>	1 704 741	1 737 641	32 900	1.89
	Autres				
	Report à nouveau	4 262 618	3 490 405	772 214	22.12
	<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales</i>	4 232 292	4 604 146	371 853	8.08
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	1 377 897	787 853	2 165 750	274.89
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales</i>	1 333 875	790 227	2 124 102	268.80
	Situation nette (sous total)	9 214 527	8 081 308	1 133 220	14.02
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	4 003 328	1 856 049	2 147 279	115.69
	Provisions réglementées	3 329 082	3 250 333	78 749	2.42
	Total I	16 546 937	13 187 689	3 359 248	25.47
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés	604 384	690 906	86 522	12.52
	Total II	604 384	690 906	86 522	12.52
PROVISIONS	Provisions pour risques	1 929 193	2 454 307	525 114	21.40
	Provisions pour charges	45 000	57 946	12 946	22.34
	Total III	1 974 193	2 512 253	538 059	21.42
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	8 254 399	6 911 777	1 342 622	19.43
	Emprunts et dettes financières diverses	32 317	28 780	3 537	12.29
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 571 966	1 421 524	150 442	10.58
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	6 851 710	6 475 384	376 326	5.81
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	412 417		412 417	
	Autres dettes	975 756	961 145	14 610	1.52
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	28 031	25 531	2 500	9.79
	Total IV	18 126 596	15 824 143	2 302 453	14.55
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	37 252 110	32 214 991	5 037 119	15.64

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

10 623 550

10 003 644

3 583

11 254

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	7 658		6 879		779	11.32
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
dont biens relatives aux activités sociales et médico-sociale						
Ventes de prestations de service	206 313		289 439		83 127	28.72
Parrainages						
dont prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	57 750 707		54 857 729		2 892 978	5.27
dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales						
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières	1 964 286		1 807 188		157 098	8.69
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	735 629		657 007		78 622	11.97
Utilisations des fonds dédiés	242 905		30 312		212 593	701.35
Autres produits	344 929		296 442		48 487	16.36
Total I	61 252 427		57 944 996		3 307 431	5.71
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	9 197 562		9 610 423		412 861	4.30
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	4 130 368		3 987 318		143 050	3.59
Salaires et traitements	30 441 920		28 613 770		1 828 150	6.39
Charges sociales	11 558 081		10 823 433		734 648	6.79
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 884 579		1 816 488		68 091	3.75
Dotations aux provisions	105 074		1 337 850		1 232 776	92.15
Reports en fonds dédiés	199 200		365 319		166 119	45.47
Autres charges	2 105 423		1 969 147		136 276	6.92
Total II	59 622 207		58 523 748		1 098 459	1.88
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	1 630 220		578 752		2 208 972	381.68

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024	31/12/2023	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	318 014	32 674	285 340	873.30
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	318 014	32 674	285 340	873.30
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	209 891	209 011	880	0.42
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV	209 891	209 011	880	0.42
2. Résultat financier (III-IV)	108 123	176 337	284 460	161.32
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	1 738 343	755 089	2 493 432	330.22
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	350		350	
Sur opérations en capital	166 917	307 517	140 599	45.72
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	92 380	106 214	13 834	13.02
Total V	259 647	413 731	154 083	37.24
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	527 349	178 966	348 383	194.66
Sur opérations en capital	9 727	123 607	113 880	92.13
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	83 017	143 921	60 904	42.32
Total VI	620 093	446 494	173 599	38.88
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	360 446	32 764	327 682	NS
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	61 830 088	58 391 401	3 438 687	5.89
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	60 452 191	59 179 253	1 272 937	2.15
5. EXCEDENT OU DEFICIT	1 377 897	787 853	2 165 750	274.89
dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 333 875	790 227	2 124 102	268.80

Visa pour identification

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat		179 000		156 197	22 803	14.60
TOTAL		179 000		156 197	22 803	14.60
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole		179 000		156 197	22 803	14.60
TOTAL		179 000		156 197	22 803	14.60

Visa pour identification

FORVIS MAZARS
Commissaire aux comptes

A N N E X E

Annexe au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024, dont le **total est de 37 252 110.14 euros**, et au compte de résultat, présenté sous forme de liste dégageant un **résultat comptable excédentaire de 1 537 069,61 euros**.

Le résultat administratif, après la **reprise de – 159 172,26 euros** de résultats antérieurs affectés aux prix de journée 2024, **dégage un excédent de 1 377 897,35 euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux présentés, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant la continuité de l'exploitation.

Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024 ont été arrêtés dans une perspective de continuité d'exploitation fondée sur des prévisions de trésorerie 2025, qui permettent à la fondation de faire face à ses engagements sur les 12 prochains mois. Ces prévisions ont été réalisées en retenant pour principale hypothèse le versement mensuel anticipé de la DGF déterminé sur la base des budgets 2025 demandés.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de la fondation sont tenus conformément au plan comptable qui leur est imposé :

- La nomenclature « M22 bis » du 15 février 2010, dite instruction comptable applicable aux établissements du secteur sanitaire et social gérés par des organismes à but non lucratif, et conformément au décret du 22 octobre 2003 relatif à la réglementation budgétaire et comptable.
- L'arrêté du 19 décembre 2017 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles
- Le règlement ANC 2014, relatif au plan comptable général
- Le règlement ANC 2018-06, modifié par le règlement ANC 2020-08 et le règlement ANC 2019-04, relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations

2 – PERMANENCE DES METHODES

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3 – OBJET SOCIAL DE LA FONDATION

La fondation Les Nids, reconnue d'utilité publique, mène depuis 90 ans des missions en faveur des enfants en difficulté et accompagne leur famille.

Acteur historique normand, la fondation a pour rôle d'apporter, aux enfants et adolescents qu'elle accompagne, protection, soutien, éducation et accompagnement, pour leur donner toutes les chances de se construire un avenir.

L'humanisme et la recherche d'adaptation à l'évolution de la société sont au cœur du projet de la Fondation, tout comme ses valeurs historiques : penser l'unité de parcours de chaque enfant accueilli, permettre autant que possible l'accueil des fratries dans les situations de placement et favoriser l'épanouissement et l'inclusion sociale.

Les missions principales de la fondation Les Nids sont les suivantes :

- Protéger les enfants, et soutenir les parents
- Favoriser l'inclusion scolaire et sociale
- Écouter et médiatiser les relations familiales
- Aider à la décision judiciaire
- Permettre un cadre éducatif en alternative à l'incarcération
- Soutenir l'insertion logement des personnes en difficulté

Les activités principales de la fondation Les Nids sont les suivantes :



4 - FAITS MARQUANTS

L'année 2024 a été marquée par :

Partie CD76

Pour mémoire, la mise en place du CPOM, en 2020, a réclamé le découpage de nos budgets afin qu'ils correspondent aux sept prestations définies. Dans la mesure où les périmètres de responsabilité des directeurs H/F diffèrent de l'organisation par prestation, nous avons dû construire des budgets par directeur H/F et par prestation. Ce travail constituait une première étape dans le calibrage des budgets.

Les arrêtés de tarification avaient alors été établis par catégorie de prestation (hébergement et milieu ouvert), ce qui nous avait conduit à déposer un cadre normalisé complet par catégorie de prestation intégrant pour l'hébergement le détail des charges des six prestations.

Visa pour identification

FORVIS MAZARS
Commissaire aux comptes

L'année 2021 évolue sur ce sujet avec la création d'une nouvelle prestation : l'IEDR. Pour autant, dans la temporalité existante, il n'avait pas été possible de décliner un arrêté de tarification dédié à cette nouvelle prestation. Ainsi, les arrêtés de tarification ont été déclinés comme suit :

- Internat
- Accueil de jour
- Accueil familial
- Accueil modulable
- Autonomie
- Semi-autonomie
- Milieu ouvert.

En 2022, l'évolution des prestations s'est poursuivie avec la détermination d'un arrêté pour les prestations milieu ouvert classique (AEMO) d'une part et d'autre part, renforcées (IEDR et petite enfance).

En 2023, nous avons répondu à la demande du Département de déployer des activités complémentaires en lien avec le plan d'urgence engagé au regard de la saturation que rencontre le dispositif d'accueil en protection de l'enfance sur le territoire Seinomarin. Ont ainsi été déployées dans ce cadre : 7 places d'internat, 6 places de semi-autonomie, 6 places d'accueil modulable et 50 mesures d'IEDR.

Ces activités donnant lieu à un conventionnement dédié, elles faisaient alors l'objet d'un rendu-compte séparé.

Depuis 2024, ces nouvelles activités sont pérennisées. Cette année devait aussi clore le CPOM signé entre la Fondation et le Département. Toutefois, pour des questions de temporalités, il a été conjointement convenu entre le Département et la Fondation de poursuivre d'une année supplémentaire le CPOM en place et d'engager la négociation relative au futur CPOM avec l'accompagnement d'un cabinet externe.

L'année 2024 a donc permis d'étudier les propositions reçues des cabinets à la suite de l'appel d'offre déposé par le Département. Après le lancement des travaux en septembre par le Cabinet Finance Consult, le dernier trimestre de l'année a été occupé par un état des lieux du CPOM écoulé dans le but de définir les axes stratégiques du futur CPOM.

Partie Fondation (ensemble des budgets)

Au préalable, la Fondation entend rappeler les éléments de contexte suivants pour l'année 2024 :

L'année 2024 a connu dans la continuité des années précédentes des mouvements de personnel importants même si les effectifs tendent aujourd'hui à stagner.

Nous avons toutefois eu à gérer des périodes d'intérim sur plusieurs établissements et des postes de direction sont encore toujours vacants à ce jour. Ainsi, le Directeur général adjoint a dû prendre le relais sur :

- le DITEP l'Orée du Bois, la Directrice en poste ayant pris de nouvelles fonctions de direction au sein de la Fondation en rejoignant le dispositif SEP-SPF-ASEF ;
- le DITEP de Serquigny, le Directeur en poste a quitté la Fondation pour répondre à une autre opportunité professionnelle ;
- le DASEC en l'absence du Directeur en situation de longue maladie.

Dans ce cadre, il prend la direction de l'établissement, préside le CSE, prend toutes les décisions nécessaires au fonctionnement de l'établissement et organise l'accompagnement de l'équipe cadre présente.

Les enjeux suivants demeurent ainsi d'actualités :

- L'attractivité du secteur social et médico-social et en particulier des structures d'hébergement :
 - Les difficultés de recrutement et de turnover se poursuivent sur l'ensemble de nos établissements bien que la Fondation continue à travailler sur sa marque employeur. Cela complexifie le travail d'équipe et nécessite un accompagnement fort des pratiques, d'autant plus que nous sommes confrontés à des candidatures de professionnels souvent non diplômés, ou issus de formations extérieures au travail social. En réponse à cette problématique, nous continuons à déployer des parcours de formation interne pour les métiers socio-éducatifs mais également pour les nouveaux chefs de services. Nous avons dans ce cadre également poursuivi l'embauche de jeunes en contrat d'apprentissage de manière à soutenir les équipes mais aussi former des futurs professionnels et pouvoir ainsi les embaucher à l'issue de leur formation en alternance. Cependant, les nouvelles dispositions issues de la loi de financement de la sécurité sociale 2025 applicables à compter du 1er mars 2025 conduisant une augmentation des charges patronales nous conduit à questionner le volume de poursuite de ces contrats en alternance dans un contexte budgétaire contraint.
 - Les mesures relatives au SEGUR ont évolué sur l'année 2024 : l'accord du 4 juin 2024 relatif à l'extension du SEGUR dans le cadre de la politique salariale en lien avec la négociation sur la CCUE dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif prévoit l'extension du SEGUR à l'ensemble des professionnels non encore éligibles à hauteur de 238 euros brut mensuel et ce à compter du 1er janvier 2024. Ces dispositions concernent l'ensemble des professionnels quel que soit le métier exercé, le statut (cadre ou non cadre), qu'ils soient en CDI ou CDD, à temps complets ou partiels, dès lors qu'ils ne sont pas encore bénéficiaires de l'indemnité SEGUR. Sont également concernés les assistants familiaux et maîtres agréés intervenant dans les établissements. Seuls ne sont pas concernés, les salariés en contrat d'apprentissage, contrats de professionnalisation et contrat aidés.
- L'accès au B2 des salariés recrutés : la situation d'attente autour de la consultation des B2 pour les salariés relevant des établissements habilités par le Département. Cette dernière devrait être résolue sur le second semestre 2025 grâce à l'attestation d'honorabilité disponible sur le site internet du gouvernement. Dans cette attente, il n'est pas garanti que les salariés recrutés sur cette année répondent aux conditions d'éligibilité pour travailler dans notre secteur.
- L'usure professionnelle des salariés dans notre secteur continue à représenter un véritable défi pour les employeurs et les situations d'inaptitudes professionnelles sont de plus en plus nombreuses. Ainsi, la Fondation se retrouve de plus en plus confrontée à des licenciements consécutifs à ces situations. Les reclassements des salariés concernés s'avérant impossible tant les restrictions d'emplois ne sont pas compatibles avec les activités et missions des professionnels de la Fondation.
- Les risques d'incident et d'accident du travail toujours présents qui en sus de l'absentéisme engendre une surcharge de travail pour les chefs de service garants des prises en charge et qui doivent dans ce cadre sans cesse réadapter l'organisation des horaires de travail pour répondre à la continuité de nos missions.
- Les enjeux énergétiques et obligations relevant du décret tertiaire qui nous contraignent à réaliser des audits énergétiques et à mettre en œuvre des actions permettant de limiter nos consommations. En réponse, nous avons travaillé à l'obtention de prime CEE et avons ainsi engagé des travaux de raccordement à la chaufferie urbaine sur le site de Mont-Saint-Aignan qui nous

conduisent aujourd'hui à déployer un bouquet travaux qui intègre également la mise en place d'outils de gestion intelligente des bâtiments (GTB : gestion technique du bâtiment).

- Les obligations réglementaires ne cessent d'augmenter et ce dans les différents champs d'activité (RH, mobilier, immobilier et financier) ce qui nous conduit à devoir sans cesse nous adapter et absorber la charge de travail qui en découle.
- Les enjeux immobiliers en lien avec les projets en cours : les projets menés sur le plan immobiliers demeurent nombreux et complexes. L'année 2024 a permis de poursuivre les chantiers en cours (MECS du Havre), d'engager les travaux sur les sites de Déville-Lès Rouen et d'Yvetot et de concrétiser l'achat des locaux de l'AEP de Dieppe. La recherche de locaux pour l'antenne de milieu ouvert de Bolbec a abouti et le processus d'achat est aujourd'hui engagé. Les travaux achevés, ces projets donneront lieu à des déménagements à orchestrer sur l'année 2025.
- Afin de garantir les prêts bancaires et éventuellement les découverts bancaires, la Fondation a recours à des dépôts à terme (DAT) pris en nantissement, classés comptablement en immobilisations financières.
- Le déploiement de l'outil de dématérialisation des factures YOOZ avec l'enjeu de moderniser la gestion des notes de frais y compris pour les dépenses en lien avec l'accompagnement des jeunes (habillement, sorties, achats de fournitures scolaires, fournitures de la vie quotidienne, ...).

Sur le versant de ses missions, la Fondation a :

- En avril 2024, signé un mandat de gestion avec l'association Agir avec Vincent de Paul ;
- Au 31 août 2024, transféré ses activités d'insertion au profit de l'association ONM ;
- Au 31 décembre 2024, mis un terme aux activités d'accueil de jour PJJ qui relevaient jusqu'alors d'un conventionnement temporaire ;
- Organisé sa réponse à l'appel à projet du Département de l'Eure portant sur la MRA/MRS (mesure renforcée avec et sans repli).

Au-delà de ces sujets, nous avons traversé les sujets suivants :

- Le contrôle/audit du Département sur notre établissement du Pôle enfance d'Yvetot ;
- Le contrôle exercé sur le CEF de Doudeville à la suite des incidents survenus ;
- Poursuivi les démarches d'évaluation de la qualité :
 - o Pour le dispositif de Dieppe : AEP et MECS Longueville
 - o Pour le dispositif du Havre milieu ouvert : CEH
 - o Pour le dispositif de Rouen MSA/Duclair : centre éducatif MSA, SMD MSA, MECS Duclair, MECS Montville
 - o Pour le dispositif SEP/SPF/ASEF : l'ASEF.
- Les démarches du SEP et du SPF ont quant à elles été reportées à la rentrée 2025 en accord avec le Département compte tenu des problématiques d'amiante survenues sur les locaux de la Rue Stanislas Girardin en fin d'année 2024.
- Les démarches pour le service DALI, le SISF ont quant à elle une échéance fixée en juin 2025.
- La détection d'amiante à la suite de travaux de mise à nu des sols au sein des locaux de la Rue Stanislas Girardin avec un déménagement en urgence des équipes.

Partie propre à chaque budget

- Accueil familial : Amiante locaux SPF
- ASEF : Appel à projet mesure unique MRA/MRS
- Autonomie : Dali Dieppe : nouveau locaux suite incendie
- Semi-autonomie : Locaux de Dali Bihorel
- SPF : 10 places d'activités supp à compter 2025 / rémunération des assistantes familiales

Visa pour identification

FORVIS MAZARS
Commissaire aux comptes

- AEP : achat des locaux de l’AEP de Dieppe
- Internat : MECS le Havre / travaux pôle ados
- Milieu Ouvert : CEH Bolbec et amiante locaux SEP, travaux MO Yvetot

5 - FAITS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DES COMPTES

5.1 Situation du Logis Sainte Claire

La dévolution des biens de l’Association « Le Logis Sainte Claire » n’a toujours pas été actée.

6 - PRECISIONS RELATIVES A CERTAINS COMPTES

6.1 Situation du Logis Sainte Claire

La dévolution des biens de l’Association Le Logis Sainte Claire n’ayant toujours pas été actée, il est présenté dans ces comptes annuels, comme l’an passé, seulement les flux résultant de l’activité annuelle de l’ITEP et du SESSAD (sans reprise d’actif ni de passif).

7 - PERIMETRE DES ETABLISSEMENTS DE LA FONDATION LES NIDS

La fondation Les Nids disposent d’établissements sous gestion contrôlée, et d’établissements sous gestion libre, comme suit, pour l’année 2024 :

Activités "sous gestion contrôlée"	Activités "sous gestion libre"	Vie associative de la fondation
SIEGE SOCIAL	ESPACE PARENTS	VIE DE LA FONDATION
MECS SAINT SAIRE	DASEC ETAPE ECOLE	
MSA CAUX	DASEC ACCUEIL DE JOUR	
DUCLAIR	DASEC INTERVALLE	
SEP AEMO	AUDITION DE L'ENFANT	
SPF	CONTRÔLE JUDICIAIRE	
Yvetot AEMO	POP	
DASEC	STAGE RESPONSABILITE PARENTS	
CEH AEMO	STAGE AUTEUR VIOLENCES CONJUGALES	
MECS LE HAVRE	INSERTION ALT	
AEP AEMO	INSERTION ASL	
CEH MJIE	INSERTION AGLP	
CEF ST DENIS	LE GALION	
CEF DOUDEVILLE	FNAVDL	
SEP MJIE	RESEAU VIF CAPS	
ASEF	EMPEX	
ITEP SERQUIGNY	AEP ES JAF	
SESSAD SERQUIGNY	LES NIDS FORMATEUR	
ITEP ODB		
SESSAD ODB		
CAFS		
AEP AEMO		
LDV MARTINCAMP		
CEF CALVADOS		

BILAN ACTIF**1. Immobilisations**

Les états financiers ont été établis en conformité avec les règlements comptables :

- n° 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs,
- n° 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

L'amortissement par composant des immeubles non totalement amortis n'ayant pas d'impact significatif, les méthodes d'amortissement n'ont pas été modifiées par rapport aux années antérieures.

Comme par le passé, la valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

A la clôture de l'exercice, l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles (en valeur brute) de la fondation est réparti de la manière suivante :

	Immobilisations incorporelles	Terrains	Constructions	Agencements des Constructions	Matériels techniques et Installations	Matériels de Transport	Mobilier et Matériel de Bureau - Autres	Total
1010 Siège Social	2 010	0	914 784	503 083	9 859	79 943	160 489	1 670 168
2010 Etablissement Unique	95 112	138 961	7 730 381	3 048 752	458 456	609 965	155 287	12 236 915
2020 Duclair	24 690	90 720	730 386	1 527 395	242 843	201 866	36 689	2 854 589
2030 SEP	11 366	0	536 609	948 753	20 645	254 071	124 522	1 895 965
2040 SPF	10 888	0	231 058	249 928	14 048	38 541	43 311	587 774
2050 Antenne Aemo Yvetot	17 550	0	0	19 609	1 204	117 686	14 849	170 897
2060 MECS Saint Saire	17 314	0	0	595 994	51 196	80 023	16 564	761 090
3020 DASEC	16 388	0	150 315	1 598 617	116 460	192 926	65 896	2 140 603
3030 CEH	23 900	0	252 684	338 250	3 941	278 789	275 658	1 173 220
3040 Maison du Havre	23 545	93 900	419 122	575 529	104 574	174 531	21 359	1 412 560
4010 ASEF Louviers	6 226	0	303 623	215 376	15 134	0	32 354	572 713
4020 Serquigny	23 256	1 976	3 318 527	464 929	96 796	219 252	51 983	4 176 718
4030 L'Orée du bois	34 215	0	2 562 546	558 849	52 128	223 189	55 892	3 486 818
5010 CEF St Denis	3 031	0	2 474 039	556 184	114 567	72 759	29 010	3 249 590
5020 CEF Doudeville	3 664	123 397	1 940 154	821 566	156 630	55 189	36 739	3 137 337
5050 PJJ MJIE	1 115	0	270 130	448 211	2 239	152 529	61 621	935 846
6010 AEP	21 639	0	536 800	521 405	22 736	306 411	211 920	1 620 910
8010 Lieux de vie Martincamp	0	0	0	0	0	0	0	0
9010 Vie de la Fondation	0	0	0	0	0	0	7 584	7 584
9030 Insertion	0	0	0	0	0	1	0	1
Total	335 908	448 954	22 371 158	12 992 429	1 483 455	3 057 669	1 401 725	42 091 298

Les immobilisations en cours comprennent plusieurs projets de constructions et travaux non achevés au 31/12/2024 :

- MECS LE HAVRE / Projet construction neuve :	4 280 174,01 €
- CEF CALVADOS / Rénovation :	1 179 677,64 €
- YVETOT / Projet construction AEMO :	87 387,22 €
- MSA CAUX / Travaux Déville lès Rouen :	59 791,96 €
- MSA CAUX / Travaux Pôles Ados – Salle de réunion :	43 602,15 €
- SEP / Remplacement chaudière :	11 854,94 €
- CEF Val d'Oise / Immobilisations en cours :	7 020,00 €
- OREE DU BOIS / Projet aménagement DITEP :	6 936,00 €
SEP / Désamiantage - remplacement de sol :	4 741,50 €
- MSA CAUX / Projet parking Montville :	4 488,00 €
- DUCLAIR / projet de parking :	3 672,00 €
- CEH MJIE / Honoraire dépôt AT – remplacement menuiseries :	3 540,00 €

Total des immobilisations corporelles en cours :

5 692 885,42 €

Visa pour identification

FORVIS MAZARS
Commissaire aux comptes

Annexe 2024**Fondation Les Nids**

Des acomptes qui également été versés sur des projets de constructions et travaux non achevés au 31/12/2024 :

- CEF DOUDEVILLE / Acompte remplacement menuiseries :	17 548,34 €
- SEP / Acompte travaux sol :	9 114,29 €
- SPF / Acompte travaux sol :	4 595,43 €
- MSA CAUX / Acompte Cap Confort – salle de bain Montville :	3 700,00 €
- MSA CAUX / Acompte protection acoustique MONET :	1 853,28 €
- SEP MJIE / Acompte travaux sol :	1 608,40 €

Total des acomptes sur immobilisations corporelles en cours : 38 419,74 €

L'amortissement des immobilisations est calculé suivant le mode linéaire, en fonction de la durée de vie escomptée de chaque bien et en fonction de la capacité de l'autorité de tutelle à les financer.

Immobilisations incorporelles	1 à 5 ans
Bâtiments	10 à 50 ans
Agencement des constructions	5 à 10 ans
Matériel d'hébergement	5 à 10 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel Mobilier Outillage	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans

Le tableau de variation des immobilisations se présente ainsi :

	Au 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	263 764	88 314	16 171	335 907
Terrains	448 954	0	0	448 954
Constructions	21 834 358	536 800	0	22 371 158
Agencements des Constructions	12 320 377	815 472	143 420	12 992 429
Matériels techniques et Installations	1 523 816	136 339	176 699	1 483 457
Matériels de Transport	2 850 694	577 923	370 948	3 057 669
Mobilier et Matériel de Bureau	1 772 363	113 934	484 573	1 401 723
Total	41 014 326	2 268 782	1 191 811	42 091 298

A la clôture de l'exercice, le cumul des amortissements et des dépréciations de la fondation est réparti de la manière suivante :

	Immobilisations incorporelles	Constructions	Agencements des Constructions	Matériels techniques et Installations	Matériels de Transport	Mobilier et Matériel de Bureau	Total
1010 Siège Social	2 010	489 335	246 650	5 757	49 666	134 630	928 049
2010 Etablissement Unique	51 765	5 547 383	1 855 161	357 977	396 156	97 744	8 306 186
2020 Duclair	16 652	363 245	1 127 540	208 870	117 069	25 485	1 858 861
2030 SEP	11 366	208 928	359 356	19 275	157 360	88 513	844 798
2040 SPF	10 888	105 902	153 770	13 771	28 576	34 390	347 298
2050 Antenne Aemo Yvetot	11 123		18 646	553	72 275	11 036	113 633
2060 MECS Saint Saire	11 350		321 818	35 264	56 725	11 774	436 930
3020 DASEC	16 388	150 314	1 028 084	95 576	143 729	47 690	1 481 781
3030 CEH	15 741	252 684	166 347	2 639	200 023	244 458	881 891
3040 Maison du Havre	16 503	188 605	446 096	94 487	137 984	13 936	897 611
4010 ASEF Louviers	6 226	153 186	114 539	10 696	0	25 656	310 303
4020 Serquigny	8 685	1 722 634	283 361	73 521	142 003	34 272	2 264 477
4030 L'Orée du bois	19 241	815 419	301 582	35 841	148 329	37 363	1 357 775
5010 CEF St Denis	3 031	847 935	323 762	79 129	35 993	19 316	1 309 166
5020 CEF Doudeville	3 664	1 280 969	343 881	134 441	20 744	27 351	1 811 050
5050 PJJ MJIE	1 115	214 644	372 537	1 442	96 581	52 380	738 699
6010 AEP	13 624	8 262	220 308	20 437	199 952	182 917	645 501
8010 Lieux de vie Martincamp							0
9010 Vie de la Fondation			0			7 584	7 584
9030 Insertion		0	0		0		0
Total	219 372	12 349 445	7 683 438,58	1 189 674	2 003 166	1 096 496	24 541 593

Annexe 2024**Fondation Les Nids**

Le tableau de variation des amortissements se présente ainsi :

	Au 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	215 525	20 018	16 171	219 372
Constructions	11 794 556	554 889	0	12 349 445
Agencements des Constructions	7 075 024	742 750	134 336	7 683 437
Matériels techniques et Installations	1 254 532	109 404	176 699	1 187 238
Matériels de Transport	2 040 381	333 095	370 304	2 003 171
Mobilier et Matériel de Bureau	1 450 989	132 513	484 573	1 098 929
Total	23 831 007	1 892 669	1 182 083	24 541 593

Les immobilisations financières sont constituées :

- De titres immobilisés :

Les placements destinés à être conservés durablement, c'est-à-dire sur une durée supérieure à 12 mois, comprise entre 3 et 10 ans, figurent dans cette rubrique (compte 271 « titres immobilisés – droits de créances), pour un montant de 1 096 000 euros.

- De dépôts de garantie (ouverture de compte fournisseurs), de caution liées à des locations d'appartements pour adolescents et des locaux à usage professionnel

DOSSIER	Montant
1010 Siège Social	30,00
2010 Etablissement Unique	17 776,91
2030 SEP	3 680,00
2040 SPF	1 490,00
2050 Antenne Aemo Yvetot	2 558,00
2060 MECS Saint Saire	1 332,00
3020 DASEC	13 949,99
3030 CEH	4 524,15
3040 Maison du Havre	2 140,00
4010 ASEF Louviers	1 200,00
4020 Serquigny	4 400,00
4030 L'Orée du bois	60,00
5020 CEF Doudeville	180,00
5050 PJJ MJIE	130,00
6010 AEP	10 775,40
9030 Insertion	0,00
Total général	64 226,45

- De parts sociales du Crédit Agricole et du Crédit Coopératif, et de bons de caisse du Crédit Mutuel, souscrits dans le cadre des garanties d'emprunts, pour un montant de 319 434,93 €
- De l'effort construction de l'AEP pour un montant de 6 189,90 €

2. Comptes de liaison

Aucun flux courant de trésorerie ne reste à solder au 31 décembre 2024.

3. Évaluation des créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Visa pour identification

FORVIS MAZARS
Commissaire aux comptes

4. Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

5. Créances de fonctionnement

Les créances comptabilisées à cette rubrique correspondent principalement à des prix de journée à encaisser au titre du quatrième trimestre 2024.

6. Valeurs Mobilières de Placement et Disponibilités

Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement composées de SICAV monétaires, évaluées à leur valeur d'acquisition.

Au 31/12/2024, elles s'élèvent à 1 382 775.55 euros.

Le cas échéant, une dépréciation est constatée si la valorisation à la clôture est inférieure à la valeur d'acquisition.

BILAN PASSIF**7. Fonds propres**

Ils sont le cumul des fonds propres de la fondation depuis sa création, majorés des encaissements de subventions et de l'affectation des résultats de gestion de la vie associative.

A la clôture de l'exercice, les fonds associatifs sans droit de reprise (y compris les excédents affectés à l'investissement) s'élèvent à 10 116 058 euros dont 1 394 605 euros de subventions.

Les provisions réglementées correspondent au compte « différences sur réalisation d'actifs », c'est-à-dire aux plus-values nettes réalisées sur cessions d'immobilisation.

Au 31/12/2024, les provisions réglementées s'élèvent à 3 329 082 euros.

Les reports à nouveau des activités dites « gestion sous contrats sans reprise des financeurs » sont constitués du cumul des résultats générés par ces actions depuis l'origine. Ils s'élèvent au 31/12/2024, à :

	2024
Pôle insertion	43 013
Point écoute jeunes	17 533
Espace parents	5 275
Lieux rencontres	112 441
Médiation familiale	-21 362
SISP Gestion libre	-7 556
AEP ESJAF	-48 013
Insertion ALT	152 237
Insertion ASL	384 884
Insertion ASI	1 828
Insertion AGLP	21 264
Insertion ASS	2 876
Insertion ACDS	12 519
Action un toit pour toi	18 815
Action ETAPE	153 555
Action BILAN	116 566
Action PII	2 821
Action SAS	29 782
Action ANPE	86 245
Action SCC	646
Insertion Le Galion	-103 220
Audition de l'enfant	8 244
Vie associative AEP	8 002
DASEC Etape école	9 891
DASEC Accueil de jour	27 707
DASEC Intervalle	6 318
DASEC Atelier relais	-11 061
DASEC OSER	-4 970
FNAVDL	14 160
LDV SAINT MARTIN	36
CRIPAR	1
Les Nids - Formateur	-2 241
Conso Socio Judiciaire	-73 979
POP	-38 183
Enquetes de personnes	-3 645
Stages responsabilité	-7 249
Stages auteur violences conj	-8 580
EMPEX	-24 594
Réseau VIF	-2 643
	879 364

Visa pour identification

FORVIS MAZARS
Commissaire aux comptes

Au 31/12/2024, le tableau de variation des capitaux propres se présente ainsi :

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	2 227 481			177 110	2 050 371
Fonds propres avec droit de reprise					0
Ecart de réévaluation					0
Réserves	10 132 085		178 325	261 532	10 048 878
Report à nouveau	-3 490 406		1 071 193	298 981	-4 262 618
Excédent ou déficit de l'exercice	-787 853	787 853	1 436 285	58 387	1 377 897
Situation nette	8 081 307	787 853	2 685 802	796 010	9 214 527
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement	1 856 049		2 218 738	71 459	4 003 328
Provisions réglementées	3 250 333		83 016	4 267	3 329 082
TOTAL	13 187 689	787 853	4 987 556	871 736	16 546 937

Au 31/12/2024, le tableau de subventions d'investissement se présente ainsi :

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	1 964 854	2 218 738		4 183 592
Quotes-parts virées au résultat	-108 805		71 459	-180 264
TOTAL	1 856 049	2 218 738	71 459	4 003 328

Annexe 2024**Fondation Les Nids**

Le compte « Résultat en attente d'affectation » enregistre les résultats administratifs antérieurs à 2024, restés en attente de décision d'affectation par les tutelles, ainsi que les résultats à affecter au prix de journée 2025 et 2026 :

Résultats antérieurs à 2018, en attente d'affectation :

AEP IOE - 2011	11 212,60	387 860,16
ITEP ODB - 2017	-75 457,91	
LDV - AVANT 2018	25 608,63	
MSA / CAUX - 2007	200 903,79	
SERQUIGNY	3 359,29	
SPF - 2007	222 233,76	

Reprise de résultats 2022 à affecter au prix de journée 2025 :

ASEF - 2025	31 474,80	31 474,80
-------------	-----------	------------------

Reprise de résultats 2023, à affecter au prix de journée 2025 :

MECS ST SAIRE - 2025	-91 715,07	-91 715,07
----------------------	------------	-------------------

Résultats 2023, en attente d'affectation :

CEF SAINT DENIS	-27 396,54	-287 635,44
CEF DOUDEVILLE	-291 489,02	
CEH MJIE	31 250,12	

Compléments frais de séjours 2023 à reprendre :

CEF SAINT DENIS	5 537,00	14 930,00
CEF DOUDEVILLE	5 489,00	
CEH MJIE	2 422,00	
CEH MJIE	1 482,00	

Différence sur reprise de résultat 2021 au prix de journée 2024 (absence de notification CD27) :

ASEF (39 809,76 - 30 000)	9 809,76	9 809,76
---------------------------	----------	-----------------

TOTAL		64 724,21
--------------	--	------------------

8. Emprunts

En cours de l'année 2024, la fondation a souscrit les emprunts suivants :

- Pour la reconstruction de la MECS du HAVRE :
 - Emprunt auprès du Crédit Agricole, d'un montant de 1 858 832 euros (déblocage progressif), au taux de 1,35%, sur une durée de 20 ans
- Pour l'acquisition de locaux de l'AEP :
 - Emprunt auprès de la Caisse d'Épargne, d'un montant de 525 000 euros, au taux de 4,10%, sur une durée de 20 ans

A la clôture, les emprunts en cours sont les suivants :

Banque	Etablissement	Date de souscription	Montant emprunté	Taux	Durée (en années)	Capital restant dû au 31/12/24
Crédit Coopératif	Siège Social	28/02/2008	196 444	0,92	11	61 449
Crédit Agricole	Pôle enfance Yvetot	26/04/2018	523 825	3,00	20	146 293
Crédit Agricole	Duclair	29/06/2018	517 093	1,30	10	170 238
Crédit Agricole	SEP Elbeuf	14/04/2023	341 414	0,98	20	314 138
Crédit Coopératif	Stanislas Girardin (SEP/SPF)	19/04/2018	490 000	1,10	15	287 538
Crédit Agricole	MECS Le Havre	26/04/2018	228 700	3,00	9	52 777
Crédit Agricole	MECS Le Havre (déblogeage partiel - rénovation MECS 2022-2024)	29/07/2024	1 858 832	1,35	20	1 838 553
Crédit Coopératif	ASEF	18/03/2010	142 000	4,96	25	79 511
Crédit Coopératif	Serquigny	07/08/2015	2 408 038	3,75	15	1 113 209
Crédit Coopératif	Serquigny//SESSAD//Batiment	05/12/2020	223 300	1,55	20	181 451
Crédit Coopératif	Serquigny//SESSAD//Travaux	05/12/2020	84 455	1,05	10	49 641
Caisse des Dépôts	ITEP l'Orée du Bois	02/01/2015	2 200 000	3,07	25	1 342 000
Crédit Agricole	CEF Saint Denis	01/01/2015	1 450 000	3,16	30	978 750
Crédit Coopératif	CEF Doudeville	20/09/2015	1 380 320	3,80	10	227 877
Crédit Agricole	CEF Bellengreville (Batiment)	15/01/2022	812 000	1,79	25	759 553
Crédit Agricole	CEF Bellengreville (déblogeage partiel - rénovation 2022-2024)		3 050 000	1,85	25	125 000
Caisse d'Epargne	AEP Jean Veron - Acquisition	06/09/2024	525 000	4,10	20	519 309
Caisse d'Epargne	AEP Jean Veron - Travaux (en cours de déblocage)		135 000	3,95	10	3 528
						8 250 816

9. Provisions pour congés à payer

Les droits acquis par les salariés à la clôture de l'exercice en matière de congés à payer ont été provisionnés et comptabilisés directement en moins des fonds propres au compte 114, tel que le préconise la réglementation comptable pour les établissements sanitaires et sociaux qui n'ont jamais pu intégrer cette charge latente dans leurs comptes administratifs de fonctionnement.

Pour donner suite à un arrêt de la Cour de cassation du 13 septembre 2023, la Fondation a modifié son calcul des droits acquis par les salariés à la clôture de l'exercice, incluant ainsi les congés payés acquis pendant un arrêt maladie, et ce, depuis cette date et sans rétroactivité.

10. Provisions pour risques et charges

Le poste « provisions pour risques et charges » comprend principalement des provisions en vue de financer les indemnités conventionnelles de fin de carrière.

	Au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Au 31/12/2024
Pour départs à la retraite	678 796	30 000	179 020	529 776
Pour litiges salariaux	1 021 143	185 074	181 416	1 024 801
Pour impôts	0	0	0	0
Pour autres litiges	374 616	0	0	374 616
Pour autres risques	437 697	0	392 697	45 000
TOTAUX	2 512 253	215 074	753 133	1 974 193

Précisions sur la provision pour départ à la retraite :

Le montant des indemnités à verser au départ en retraite des salariés conforme à la convention collective s'élève au 31 décembre 2024 à 4 406 849 euros.

L'étude actuarielle a été réalisée à partir des paramètres économiques, sociaux et techniques suivants :

- Paramètres économiques :

Le taux d'actualisation retenu est de 3,35 %

Visa pour identification

FORVIS MAZARS
Commissaire aux comptes

- Paramètres sociaux :

Taux d'augmentation des salaires : 1,5 % constant pour la catégorie cadres et non cadres
 Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle à 60-67 ans (âge légal de départ)
 Le taux de rotation retenu est faible pour les cadres et les non-cadres
 Le taux de charges sociales patronales est de 55% pour les cadres et 50% pour les non-cadres

Le départ intervient à l'initiative du salarié

La contribution employeur est de 50 % pour les cadres et les non-cadres

- Paramètres techniques :

La table de mortalité utilisée est la table de l'INSEE 2022.

La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme)

Le calcul tient compte de l'ensemble des salariés sous contrat à durée indéterminée.

Le calcul ne tient pas compte de l'éventuelle ancienneté qui aurait été acquise par les salariés au sein d'une autre structure dépendante de la convention collective de 1966

Les indemnités devront être prises en charge par les organismes financeurs et ne font donc pas aujourd'hui l'objet d'une provision globale.

Le montant figurant à ce titre au passif du bilan au 31 décembre 2024 s'élève à 529 776 euros.

11. Comptes de Régularisation

➤ Produits constatés d'avance (PCA) :

Il s'agit de produits reçus fin 2024 pour l'année 2025, pour un montant de 28 031 euros.

➤ Charges constatées d'avance (CCA) :

Ce compte enregistre des achats de biens et de services dont la fourniture ou la prestation interviendra sur l'exercice 2025, pour un montant de 113 112,31 euros.

➤ Produits à recevoir (PAR) :

Il s'agit de produits reçus en 2024 pour l'année 2024, pour un montant de 199 992,97 euros.

➤ Charges à payer (CAP) :

Il s'agit de charges payées en 2025 pour l'année 2024, pour un montant de - 4 381,28 euros. Il s'agit essentiellement de charges d'exploitation des établissements.

Annexe 2024**Fondation Les Nids****Ainsi récapitulées :**

	CCA	PCA	CAP	PAR
1010 Siège Social	-59 632,68	25 531,00	2 382,74	-21 347,42
2010 Etablissement Unique	-16 330,32		471,70	-20 255,45
2020 Duclair	-742,13		159,72	-4 800,00
2030 SEP	-2 731,78	2 500,00	136,16	-13 892,00
2040 SPF	-354,26		273,00	0,00
2050 Antenne Aemo Yvetot	-4 849,21		37,38	0,00
2060 MECS Saint Saire	-1 853,98		2 063,89	-3 917,00
3020 DASEC	-7 873,43		563,47	-7 267,50
3030 CEH	-1 401,98		169,24	-575,00
3040 Maison du Havre	-3 584,22		152,25	-204,00
4010 ASEF Louviers	-4 503,27		1 041,91	-112 433,00
4020 Serquigny	-989,69		105,58	0,00
4030 L'Orée du bois	-2 800,26		-12 486,94	83 242,98
4040 Centre Accueil Familiale Spécialisé	0,00			
5010 CEF St Denis	-1 857,14		80,20	-920,00
5020 CEF Doudeville	-203,26		284,55	-2 696,96
5030 La Clarté CHR	0,00			0,00
5050 PJJ MJIE	-357,18		56,43	0,00
6010 AEP	-2 997,27		121,44	-4 361,00
7030 Socio-Judiciaire Dieppe				-14 430,00
9010 Vie de la Fondation	0,00		0,00	-2,00
9020 Contentieux familial				-65 447,53
9030 Insertion			6,00	-9 886,49
9040 Parentalité	-50,25			70,00
9060 Les Nids Formateur				-870,60
Total général	-113 112,31	28 031,00	-4 381,28	-199 992,97

12. Fonds dédiés

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectés à des projets précis et non encore utilisés, conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs, sont portées en fin d'exercice, au passif du bilan, au poste « fonds dédiés ».

Au 31/12/2024, les fonds dédiés de la fondation se présentent ainsi :

Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Fonds dédiés sur subventions reçues	39 216,97	39 216,97	39 216,97		0,00
Fonds dédiés à l'exploitation ARS	49 023,00	49 023,00	49 023,00	45 423,00	45 423,00
Fonds dédiés à l'exploitation PJJ	445 651,52	445 651,52	40 467,29	153 776,71	558 960,94
Fonds dédiés à l'exploitation CD76	157 014,93	157 014,93	157 014,93		0,00
TOTAL	690 906,42	690 906,42	285 722,19	199 199,71	604 383,94

COMPTE DE RESULTAT

1. Fonctionnement des établissements

L'activité des établissements de la fondation se résume comme suit :

	Nombre de journées		Prix de journée/acte alloué
Financement	CA 2023 (1)	CA 2024 (1)	Notif. 2024
ARS			
DITEP SERQUIGNY	6 655	Fil Active	CPOM
DTEP L'OREE DU BOIS	8 746	Fil Active	CPOM
CD 76			
PRESTATION HEBERGEMENT			
P02-Prestation Internat	99 494	100 252	187,90
P03-Prestation Semi-Autonomie	8 216	10 059	173,37
P04-Prestation Accueil Familial	50 936	52 145	149,80
P05-Prestation Accueil de jour	5 609	6 200	93,88
P06-Prestation Autonomie	17 899	17 473	81,44
P07-Prestation Accueil Modulable (SMD)	35 945	37 015	53,76
PRESTATION AEMO			
P09-10-Prestation AEMO	776 596	780 551	10,61
P08-Prestation AEMO IEDR	71 055	92 250	33,91
PJJ			
C.E.F Saint Denis	3 759	3 573	520,54
C.E.F. Doudeville	2 031	2 566	615,74
CEH MJIE	255	261	2 901,90
SEP MJIE	156	156	3 293,02
AUTRES			
ASEF	117 422	111 760	8,89/26,67 (2)
MECS Saint Saire	8 964	8 603	216,39

2. Effectifs

A la clôture de l'exercice, les effectifs de la fondation se répartissent comme suit :

	EFFECTIF	ETP
AEP	50	46,12
CEFED	34	34
CEFS	33	31,75
CEH	79	75,13
DASEC	55	50,62
DUCLAIR	81	76,68
LE HAVRE	57	52,17
LESSABLONS	31	29,3
LOG	54	45,06
LONGUEV	27	24,48
LOUVIERS	18	17,2
MONTVILLE	25	24
MT ST AI	93	84,55
SEP ELBE	18	17,99
SEP ROUE	51	48,2
SERQUIGNY	53	45,3
SIEGE	36	34,07
SVE PLAC	94	92,31
YVETOTMO	18	18
YVETOTPA	32	30,06
YVETOTPEF	45	41,86
Total général	984	918,85

Visa pour identification

FORVIS MAZARS
Commissaire aux comptes

Annexe 2024**Fondation Les Nids****3. Résultats**

L'excédent global de l'exercice se décompose comme suit (en euros) :

	Résultat Comptable	Reprise N-2	Résultat Administratif
ARS	378 532,13	0,00	378 532,13
DITEP Serquigny	131 243,13		131 243,13
DITEP L'Orée du bois	247 289,00		247 289,00
CD 76	721 356,33	0,00	721 356,33
Catégorie hébergement	174 551,99		174 551,99
Prestation Internat	45 814,92		45 814,92
Prestation Semi-Autonomie	13 413,07		13 413,07
Prestation Accueil Familial	-95 502,84		-95 502,84
Prestation Accueil de jour	52 263,48		52 263,48
Prestation Jeunes Majeurs	58 735,48		58 735,48
Prestation Accueil Modulable	99 827,88		99 827,88
Catégorie AEMO	546 804,34		546 804,34
Prestation AEMO classique	382 880,84		382 880,84
Prestation AEMO IEDR	163 923,50		163 923,50
PJJ	4 582,50	16 784,37	21 366,87
C.E.F Saint Denis	29 378,45		29 378,45
C.E.F. Doudeville	-11 535,88		-11 535,88
CEH MJIE	-34 006,47	16 784,37	-17 222,10
SEP MJIE	20 746,40		20 746,40
AUTRES	388 576,94	-175 956,63	212 620,31
Siège Social	113 415,55		113 415,55
MECS Saint-Saire	269 398,57	-205 956,63	63 441,94
Asef Louviers	31 695,43	30 000,00	61 695,43
CEF Calvados	-25 932,61		-25 932,61
Soit un résultat sous "gestion contrôlée" de :	1 493 047,90	-159 172,26	1 333 875,64
DASEC Etape Ecole	-5 706,88		-5 706,88
DASEC Intervalle	10 357,34		10 357,34
AEP Enquêtes Sociales JAF	8 292,54		8 292,54
Conso Insertion	-74 843,33		-74 843,33
Espaces Parents	-1 130,97		-1 130,97
Conso L'Audition l'Enfant	-2 366,39		-2 366,39
Conso Socio Judiciaire	35 886,11		35 886,11
Accueil de Jour (DASEC/PJJ)	-28 875,59		-28 875,59
Soit un résultat de "gestion sous contrat sans reprise des financeurs" de :	-58 387,17	0,00	-58 387,17
Vie de la Fondation	102 408,88		102 408,88
Soit un résultat "vie de la Fondation" de :	102 408,88	0,00	102 408,88
Résultat 2024	1 537 069,61	-159 172,26	1 377 897,35

4. Résultat financier

Le résultat financier est de 108 122.98 euros, et se décompose ainsi :

- - 209 890,75 euros de charges financières (dont 197 920.27 euros d'intérêts sur emprunts)
- + 318 013.73 euros de produits financiers (revenus de VMP)

Visa pour identification

FORVIS MAZARS
Commissaire aux comptes

5. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est de - 360 445.77 euros, et se décompose ainsi :

- - 620 093.20 euros de charges exceptionnelles :
 - Redressements URSSAF : 366 052 euros
 - Reprises sur prix de journée : 159 172.26 euros
 - Dotations aux provisions réglementées : 83 016.51 euros
 - Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés : 9 727.43 euros
 - Autres charges exceptionnelles : 1 900 euros
 - Pénalités : 225.00 euros
- + 259 647.43 euros de produits exceptionnels
 - Produits de vente des éléments d'actifs cédés : 91 958.34 euros
 - Amortissements des réserves d'investissements : 92 232.02 euros
 - Quote-part de subventions rapportées au résultat : 71 458.93 euros
 - Reprise de provisions pour plus-values de cession : 148.14 euros
 - Autres produits exceptionnels : 3 850.00 euros

6. REMUNERATIONS ET AVANTAGES EN NATURE DES 3 PLUS HAUTS DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES (article 20 de la loi du 23 mai 2006)

Personnes concernées :

- Président
- Trésorier
- Directeur

Une seule des personnes concernées bénéficiant d'une rémunération (et d'avantages en nature), l'indication de cette information conduirait à fournir une information individuelle confidentielle.

7. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Cautions amortissables souscrites auprès du Crédit Coopératif pour un montant total de 2 320 750 €, réparti comme suit :

- CEF SAINT-DENIS : 978 750 €
- L'OREE DU BOIS : 1 342 000 €

8. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

La fondation s'appuie, pour mener ses actions, sur des bénévoles, des parrains et des administrateurs.

Ils interviennent pour la fondation de différente manière :

- En soutien aux établissements :
 - Des interventions d'environ 1 heure par semaine (hors vacances scolaires)
 - Soit près de 8 700 heures de bénévolat en 2024
 - Une ancienneté moyenne autour de 9 ans

Visa pour identification

FORVIS MAZARS
Commissaire aux comptes

- En soutien à la fondation :
 - Animation de groupes de réflexion
 - Ambassadeur des Nids
 - Développement de réseaux
 - Apports de compétences

Au 31/12/2024, la répartition des bénévoles de la fondation est la suivante :

Répartition des bénévoles 2023				
	PARTICULIERS	PARRAINS	ADMINISTRATEURS	TOTAL
Hommes	11	2	5	18
Femmes	74	12	10	96
TOTAL	85	14	15	114

Afin de valoriser ces contributions volontaires, il a été retenu les taux horaires suivants :

- Bénévolat des particuliers : 20 euros
- Bénévolat des parrains : 20 euros
- Bénévolat des administrateurs : 30 euros

Ainsi, la valorisation des contributions volontaires de l'association au 31/12/2024 est la suivante :

- Bénévolat des particuliers : 61 200 euros
- Bénévolat des parrains : 101 900 euros
- Bénévolat des administrateurs : 15 900 euros

Soit un total de 179 000 euros.